

La mondialisation vue de l'Inde

François CHENET

Professeur à l'Université de Paris-Sorbonne (Paris IV)

Résumé. — Prise depuis 1991 dans le jeu du global et du mondial, l'Inde bénéficie largement de la mondialisation. En dépit de la montée du nationalisme hindou, de réactions identitaires épidermiques et de violences intercommunautaires, l'Inde dispose d'atouts propres qui lui permettent de faire face d'une manière somme toute non dramatique au défi de la mondialisation et de tirer relativement bien son épingle du jeu.

Mots-clé : Hindouisme, civilisation, nationalisme, économie de l'Inde.

Qu'est-ce que la mondialisation, sinon l'avènement progressif, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, de l'économie-monde, pour reprendre l'heureuse expression de Fernand Braudel ? Si l'on entend par mondialisation une dynamique qui entraîne la formation de grands espaces économiques et comprend des processus d'intégration aux marchés internationaux de biens et de services, ainsi qu'aux marchés de capitaux, cette dynamique ne relève pas seulement de la géo-économie pour autant qu'un tel processus ébranle la signification symbolique des frontières et des régimes étatiques, accélère le phénomène des brassages culturels, induit une recombinaison des sphères identitaires, et conduit à l'abandon d'identités consacrées, à l'affirmation de valeurs, d'attitudes et de projets collectifs inédits, ou bien, à l'inverse, au réinvestissement d'identités anciennes. C'est dire combien la mondialisation apparaît *prima facie* comme un processus si multi-forme et complexe, de par la superposition de mouvements qu'elle enveloppe, que l'évaluation de son incidence s'avère délicate, tant ses conséquences se révèlent souvent ambiguës, voire contradictoires, et d'autant plus malaisées à apprécier que le phénomène de la mondialisation s'accompagne d'une série d'*hystérésis*.

Au plan purement économique, la mondialisation assurerait la réalisation à l'échelle planétaire d'une division internationale du travail efficace, créatrice de richesses, conforme à la théorie des avantages comparatifs. S'il est vrai que le marché fabrique de l'efficacité et de l'inégalité, et ce d'autant plus que la technoscience s'est de nos jours largement mise au service d'une économie de concurrence, la question est alors moins de

déplorer le fait que la mondialisation génère certes son lot d'injustices que de déterminer avec précision si elle contribue ou non à élever le niveau de vie moyen d'un pays.

Au plan de la société, la libéralisation des échanges de biens et de services, l'expansion des entreprises transnationales, les progrès technologiques ou les transferts de technologie, qui sont l'aspect décisif de la mondialisation, ont des conséquences équivoques. Aiguisant des appétits de consommation matérielle qui sont associés à un univers de désirs et de besoins individuels difficilement répressibles, la mondialisation stimule, en effet, des changements de valeurs, des transformations dans les modes de vie, faisant la part belle aux objets de la société de consommation en vogue dans les pays industrialisés. D'autre part, la mondialisation est associée à l'épanouissement de la démocratie libérale (un régime qui implique une conception contractualiste du droit), à l'autonomie des producteurs et des consommateurs, à l'individualisme, à l'égalitarisme, au rationalisme et à la sécularisation des visions de l'histoire. La mondialisation, en tant que facteur de trivialisations des cultures, semble ainsi avoir pour effet d'affaiblir les croyances traditionnelles, d'ébranler les valeurs spirituelles et de favoriser la sécularisation des rapports sociaux : avec la perte des racines traditionnelles, rarement les identités sociales ont-elles été aussi composites et changeantes. Dans ces conditions, étant donné la difficulté de définir des espaces de sens porteurs de systèmes de légitimation alternatifs, la mondialisation est souvent vécue comme un déracinement¹. Rien d'étonnant dès lors à ce que se lève une résistance idéologique nouvelle à l'occidentalisation, résistance qui s'exprime avec des intensités diverses selon des aires qui sont désormais moins économiques que culturelles.

C'est ainsi que la mondialisation recouvre un ensemble d'évolutions dont certaines ne sont pas récentes, mais dont toutes se sont accélérées au cours des deux décennies passées, évolutions qui toutes s'incarnent fort concrètement, même quand elles ne sont pas aisément descriptibles dans leurs mécanismes ou leurs causes.

Dès lors conçoit-on que la mondialisation fasse l'objet de polémiques ressemblant à des querelles théologiques. Rappelons brièvement les attendus du débat.

D'un côté, ceux que l'on peut nommer les « modernistes » parent la mondialisation de toutes les vertus, non sans verser parfois dans la niaiserie d'une certaine utopie mondialiste : tout se passerait comme si la mondialisation, en tant qu'intensification vertueuse des échanges et intégration des économies nationales, devait, à l'instar du Dieu de Leibniz, conduire à l'harmonie universelle en enrichissant l'humanité tout entière, en bénéficiant d'abord aux plus pauvres, en contribuant à l'avènement d'une civilisation unifiante et en favorisant la naissance d'un ordre mondial pacifiste. De l'autre, les adversaires de la mondialisation – que l'on se gardera bien de nommer les « réactionnaires », ce qui serait faire preuve d'un manichéisme puéril – se plaisent à souligner qu'elle durcit la compétition entre les peuples, détruit massivement les emplois, renforce les plus forts et affaiblit les plus faibles, anéantit les cultures locales, déracine les individus et consacre l'uniformisation des modes de vie sous l'égide de la logique impériale de la puissance dominante du moment, autrement dit, sous l'égide d'une américanisation plus

¹ Pour une présentation d'ensemble de la question, voir l'excellent ouvrage de synthèse de Pierre de Senarclens, *La mondialisation. Théories, enjeux et débats*, Armand Colin « U », 1998, 3e éd. 2002, p. 78, 168, – ouvrage dont nous nous inspirons ici.

arrogante que jamais. Tant et si bien qu'il serait temps de contrôler la répugnante mondialisation du commerce par la vertueuse mondialisation anticapitaliste ! D'autres encore acceptent la mondialisation politique, mais rejettent la mondialisation libérale, c'est-à-dire économique, alors même qu'il n'est que trop clair que la mondialisation est toujours portée par l'économie.

L'on voudrait ici échapper à ces caricatures et à ces arguments indigents. Que la mondialisation soit un état de fait, qu'elle soit une dynamique historique irréversible et irrépessible est de toute manière l'évidence. Au lieu de ces vues à hauteur d'aigle, de ces dénonciations abstraites et des anathèmes de ces successeurs du tiers-mondisme que sont les modernes tenants du « *no-global* », en lieu et place des stériles querelles théologiques qui agitent régulièrement les milieux intellectuels, du moins en France, il nous semble moins téméraire et surtout beaucoup plus fécond et instructif de réfléchir sur un cas précis, celui de l'Inde, en colligeant un grand nombre de données concrètes ² (« *facts and figures* », comme disent si bien les Anglo-Saxons) de manière à ce que leur mise en perspective fasse saillir les diverses facettes d'un processus aussi multiforme et complexe et permette d'en apprécier le sens. Étant donné qu'il s'agit d'un phénomène complexe, multidimensionnel et certainement pas univoque et unilinéaire, il convient en l'occurrence de toujours réfléchir à partir d'exemples choisis – à partir d'exemples éloquents, qui se voudraient des exemples démonstratifs ou probants –, et sur la base de données suffisamment variées, car se limiter à des données macroéconomiques reviendrait à ignorer ou sous-estimer la multidimensionnalité de la mondialisation.

Si le cas de l'Inde se recommande à notre réflexion, ce n'est pas seulement parce que l'Inde représente un ensemble de plus d'un milliard d'individus (1 033 millions) et que la civilisation indienne est l'une des grandes civilisations du monde, une civilisation qui offre un cas privilégié, un cas topique dans la controverse relative à la question du « choc des civilisations » cher à Samuel Huntington, l'Inde s'offrant à nous telle une pierre de touche permettant d'évaluer la pertinence et la justesse de la thèse de cet auteur au cœur des débats contemporains. La thèse de Huntington relative au « choc des civilisations » – mais ne conviendrait-il pas de parler plutôt de « choc des cultures » ? –, est bien connue : alors que l'Occident se prétend détenteur et promoteur de valeurs universelles qu'il prétend imposer au reste du monde, les civilisations autres que la nôtre, dans la mesure où elles nourrissent des conceptions différentes de l'accès à l'universel, veulent se moderniser, mais pas forcément s'occidentaliser ; mais à mesure qu'elles tendraient à devenir plus semblables par ce qui les modernise, la rivalité conflictuelle se porterait sur le terrain des différences civilisationnelles ³. Est donc en jeu l'autonomie de la mondialisation comme processus géo-économique à l'égard de la civilisation.

² Ces données sont extraites soit du grand journal indien de référence *The Times of India* (dont nous avons systématiquement dépouillé les articles sur une durée suffisamment longue), soit du magazine hebdomadaire indien *India Today*, soit d'articles parus dans les magazines français (parmi lesquels les *Nouvelles de l'Inde*, *Courrier International*, *Le Point* : numéro spécial n° 1492 du 20 avril 2001 consacré à l'Inde, avec les articles de Jean Piel notamment), soit de « choses vues » en Inde, autrement dit, d'observations personnelles que nous y avons nous-même faites, soit encore d'ouvrages de synthèse, par exemple, l'ouvrage de géographie économique de Kamala Marius-Gnanou, *L'Inde*, Paris, Karthala, 1997.

³ Samuel Huntington, *Le Choc des civilisations*, trad. fr. Odile Jacob, Paris, 1997.

Le problème se reformule en ces termes : La modernisation de la planète entraînera-t-elle inéluctablement son homogénéisation et son alignement sur l'Occident, ce qui conduit par conséquent à renoncer à toute idée d'une relative permanence des cultures ? Ou bien faut-il estimer au contraire que les cultures restent toujours fondamentalement les mêmes au travers de leurs multiples avatars, en sorte qu'il subsiste toujours entre elles une part d'incommensurabilité (comme le pensait O. Spengler, suivi ici par Huntington), de sorte qu'il faut aussi admettre que la mondialisation n'est pas intrinsèquement déstructurante et homogénéisante ?

Or, s'il est un pays ou plutôt un continent tout entier où l'économie ne puisse pas se séparer de la culture, de la civilisation, des religions, des coutumes, c'est assurément l'Inde. En sorte que l'Inde nous offre un exemple privilégié à l'aune duquel tester également la pertinence et la justesse de la thèse d'un autre auteur au cœur des débats contemporains, Benjamin Barber, selon laquelle la Djihaad et Mac World font de pair tourner la terre ⁴.

C'est à partir du tournant décisif de 1991 que l'Inde, remettant en cause la « voie indienne de développement », c'est-à-dire la voie du développement autocentré, qui avait jusque-là prévalu, et procédant à une libéralisation économique progressive, s'inscrit vraiment dans la dynamique de la mondialisation.

S'il est vrai que la notion de « tiers-monde » ou celle de « pays en voie de développement », qui avaient cours dans les configurations antérieures à celle de la mondialisation, ne sont plus pertinentes aujourd'hui, et que la dichotomie du centre et de la périphérie doit être remplacée par l'image de cercles concentriques qui mesurent l'intégration plus ou moins forte des économies nationales dans la mondialisation, la question se pose alors de déterminer dans quel cercle l'Inde trouve à s'intégrer : celui des pays moins avancés ou bien celui des économies émergentes (par exemple, celles des « nouveaux dragons » du Sud-Est asiatique) ?

Quelle est donc l'incidence de la mondialisation sur l'Inde ? Quelles disparités de développement social y induit-elle ? Comment réagit-elle au processus d'uniformisation et à ce qui est parfois perçu comme une menace pour son idiosyncrasie culturelle ? Mais aussi quels sont pour l'Inde les bénéfices secondaires de la mondialisation ? En bref, comment l'Inde, prise désormais dans le jeu du global et du mondial, fait-elle face au défi de la mondialisation ? Se pourrait-il qu'en fin de compte l'Inde, qui subit la mondialisation comme tout autre pays, s'en tire paradoxalement assez bien et réussisse à tirer relativement bien son épingle du jeu, mieux en tout cas que maints autres pays ?

Telles sont les questions auxquelles on tentera de répondre en prenant d'abord, dans un premier temps, la mesure exacte de l'incidence de la mondialisation sur l'Inde tant au plan de l'économie (I) qu'au plan de la société (II), puis en examinant les critiques adressées au présent modèle de développement économique lié à la mondialisation (III) ainsi que les diverses réactions qu'elle y provoque (IV) et, enfin, en dégagant les atouts qui permettent à l'Inde de tirer son épingle du jeu, en raison de son génie et de son poids propre (V).



⁴ Benjamin R. Barber, *Djihaad versus Mc World. Mondialisation et intégrisme contre la démocratie*, trad. fr. Desclée de Brouwer, Paris, 1996.

I. — L'INCIDENCE DE LA MONDIALISATION

A. — *De la libéralisation à la mondialisation*

Depuis son indépendance en 1947 jusqu'au début des années quatre-vingt, l'Inde a poursuivi une politique protectionniste et dirigiste, en misant sur le développement d'entreprises publiques et sur des investissements dans les secteurs de l'industrie lourde. En effet, Nehru, le brahmane socialisant (il fut nourri des idées de la Société Fabienne anglaise) et franc-maçon (lorsqu'on visite le Mémorial Gandhi à Delhi, on peut voir une photo de Nehru en Vénérable franc-maçon), infligea à l'Inde ces deux maladies majeures de l'URSS stalinienne que furent la planification (la planification y est mise en œuvre à partir de 1951 : le modèle indien de planification indien fut imité du système soviétique) et la préférence pour la sidérurgie et l'industrie lourde. Corsetée par des réglementations excessives et surtout par un système d'autorisations administratives (système de contrôle bureaucratique : quotas, restrictions, licences, ce système étant d'ailleurs générateur de corruption sur une grande échelle sous la forme de pots-de-vin payés aux politiciens votant les licences et aux bureaucrates les attribuant) dans un marché surprotégé (l'entrepreneur qui parvenait à acquérir une licence n'ayant ensuite pour priorité que de préserver son monopole et de vendre au plus cher des produits de mauvaise qualité en quantité insuffisante), l'industrie publique ou privée se trouva rapidement dépassée sur le plan technologique, et de moins en moins compétitive, dégageant par conséquent de faibles bénéfices et connaissant même des pertes : à cause des techniques souvent obsolètes, de la main d'œuvre pléthorique et peu productive, les produits sont de qualité très moyenne, voire médiocre. Dans ces conditions, de 1960 à 1980, le taux de croissance indienne, à l'inverse de ses voisins asiatiques, a dépassé difficilement les 3 % l'an, en raison de dysfonctionnements manifestes. C'est alors qu'intervint le tournant décisif de 1991. En raison des résultats économiques médiocres des années 1970 aggravés par le second choc pétrolier, Rajiv Gandhi mit alors en place une politique économique d'inspiration libérale qui devait rapidement porter ses fruits. La modernisation ou l'accroissement de la productivité de l'appareil industriel devait se réaliser grâce à une déréglementation de pans entiers de l'économie et au désengagement (« *disinvestment* ») de l'État du secteur public, grâce au développement de *joint ventures* et à une réduction des droits de douane de 300 % (mais parfois les droits de douane atteignaient 400 %) à 65 % dans un premier temps puis par la suite à 40 % en moyenne, favorisant ainsi l'importation de biens d'équipement et de biens de consommation longtemps inexistantes sur le marché indien et très prisés par les classes aisées, tels les appareils électroniques et électroménagers, les scooters puis les voitures, etc. Pour prendre un exemple, l'État du Maharashtra, qui, sous l'impulsion des partis populistes nationalistes hindous au pouvoir (BJP et *Shiv Sena*), avait dans un premier temps (vers 1995) rejeté l'impérialisme culturel américain (*Coca Cola*, *Pepsi*, *Kentucky Fried Chicken*, *Colgate*...), s'est depuis ouvert à la plupart de ces firmes. *Coca-Cola* qui fut prohibé pendant trente ans au profit d'une pâle copie, le *Campa-Cola*, a donc envahi l'Inde : ce symbole suffit.

Après avoir procédé à ce rappel historique, examinons à présent les éléments structurants de la mondialisation.

La cure de compétitivité à laquelle fut soumise l'économie indienne lui a permis de connaître par la suite une croissance très soutenue. Si le taux de croissance avoisinait les 6 % au début des années 1990, il a légèrement ralenti depuis sans que l'on puisse parler pour autant de récession : il tourne autour de 4,8 % à 5 % l'an – 5,4 % en 2001-2002 –, le taux de croissance de l'industrie étant de 5,6 % et celui des services étant de 6,9 %.

Mais la contribution du secteur secondaire et de l'industrie au PIB indien est inférieure en Inde à celle d'autres pays en voie de développement. Dans les vingt dernières années, de 1979 à 1999, elle atteint 16 à 17 % du PIB indien, ce qui est inférieur à celui de pays comme le Mexique, les Philippines, la Malaisie ou la Chine.

Le secteur des petites industries (*small-scale industries*) (pour lequel un ministère a été créé en 1999) a un taux de croissance de 7,4 % comparé à 4,7 % pour l'industrie en général dans les toutes dernières années. Deux millions de personnes sont employées dans ce secteur qui représente 34 % des exportations et 6,29 % du PIB.

Le *Bharatiya Janata Party* (BJP) a épousé avec zèle la cause de la mondialisation : l'actuel Cabinet Vajpayee s'est lancé dans une audacieuse politique accentuant encore le retrait massif de l'État de divers secteurs – le secteur pétrolier, ce qui est nouveau, la Défense, les Chemins de fer, le secteur nucléaire civil –, tout à fait analogue à celle de Margaret Thatcher dans les années 1980.

L'impact de la présente mondialisation sur l'Inde s'inscrit dans une pluralité de dimensions : économique bien sûr, en particulier macroéconomique, agricole, mais aussi environnementale.

B. — Économie

Certains secteurs, dont certains sont des secteurs d'excellence, tirent la croissance de l'économie indienne :

1 - L'informatique et les services informatiques

On sait que l'Inde excelle dans l'informatique, notamment l'industrie des logiciels, et les services informatiques : le secteur enregistre une croissance de 65 % par an depuis 1992. Les exportations de logiciels, qui étaient de 50 millions de dollars en 1990, dépassent aujourd'hui les 5 milliards et le secteur pense atteindre un revenu de 50 milliards de dollars en 2008.

Une nouvelle Silicon Valley a surgi en Inde, à Bangalore, capitale économique de l'Inde « mondialisée » parce que sanctuaire de haute technologie – industries de l'aéronautique, de l'armement et de l'informatique, l'ensemble formant une sorte de complexe militaro-industriel analogue à celui de la Californie –, immense réceptacle de cerveaux, pépinière prolifique d'ingénieurs, d'informaticiens dont le monde entier se dispute les compétences, à commencer par les États-Unis (aujourd'hui, 46 % des 150 000 visas délivrés par les États-Unis à des informaticiens sont alloués à des Indiens) et l'Allemagne (qui en a recruté 6 000). Les sociétés de logiciels informatiques (dont certaines de dimension internationale, telle *Infosys* – 413 millions de dollars de chiffre d'affaires, 23 bureaux à l'étranger, 7 milliards de capitalisation boursière – ou *Wipro*) jouent un rôle majeur. Ce n'est pas un hasard si la communauté indienne aux États-Unis

est la communauté d'immigrants qui connaît le plus fort taux de croissance : parmi les ingénieurs de *Microsoft*, il y a 20 % d'ingénieurs originaires de l'Inde, et les Indiens forment 34 % du personnel général de *Microsoft*. Le revers de la médaille, pour l'Inde, est sans doute la fuite des cerveaux : en 1999, tous les étudiants de l'*Indian Institute of Technology* ont été embauchés à l'étranger. Mais certains de ces ingénieurs rentrent par la suite en Inde où ils fondent à leur tour des myriades de sociétés d'informatique qui réussissent brillamment. Or, ce qui est nouveau, c'est qu'une deuxième Silicon Valley indienne est en train d'émerger un peu plus au nord, à Hyderabad sous la forme d'une *High-Tech City*. Les constructeurs d'ordinateurs indiens (*Satyam Computers* de Hyderabad) ouvrent désormais des filiales en Chine.

Les sociétés de service informatique, intervenant en sous-traitance, jouent un rôle également très important dans la brillante réussite du secteur. De nos jours, de nombreuses multinationales, profitant du décalage horaire, des coûts moins élevés et bien entendu du fait que les informaticiens indiens parlent anglais, ce qui en fait les sous-traitants privilégiés des États-Unis, font faire la nuit leur comptabilité informatique en Inde (par exemple, l'ex-Swissair la faisait faire à Mumbai (Bombay)), ou bien les médecins et les hôpitaux américains font transcrire et saisir les dossiers médicaux de leurs patients par des firmes spécialisées en Inde, le tout transitant par le réseau informatique mondial Internet.

Dans le secteur des centres d'appel des grandes banques ou sociétés d'assurance anglo-saxonnes, les coûts de production de 30 à 40 % moins élevés qu'ailleurs permettent à l'Inde de faire une spectaculaire percée. Par exemple, l'américain *Mastercard* a délocalisé son centre d'appel à Chennai (Madras) et c'est à peine si l'Américain du fin fond du Middle-West qui appelle à un numéro clientèle se doute que l'interlocuteur qui lui répond avec un léger accent ne s'appelle pas John mais Sunthar ou Rajiv, qu'il ne lui répond pas de Boston mais de la banlieue de Delhi ou de Madras, et ce à 3 heures du matin... !

2 - La pharmacie

L'industrie pharmaceutique, inexistante en Inde lors de son indépendance en 1947, est devenue la plus dynamique du monde (laboratoires *DRL*, *Ranbaxy*, *Cipla*), à telle enseigne qu'elle vend désormais beaucoup de médicaments courants à la Chine. Un secteur dont le chiffre d'affaires avoisine 4 milliards de dollars et qui tient le premier rang mondial pour la production et l'exportation de génériques. L'industrie pharmaceutique indienne a su très habilement se placer sur le marché des médicaments génériques qui sont fabriqués à faible coût et avec une qualité excellente. Bien plus, exploitant la spécificité de la législation indienne sur la propriété intellectuelle (qui ne protège que le procédé de fabrication, mais non pas le produit même), les laboratoires indiens (notamment le laboratoire *Cipla*, le deuxième groupe pharmaceutique indien, dirigé par un homme remarquable, Yusuf Hamied) tiennent tête aux multinationales de la pharmacie (lesquelles crient au piratage bien sûr) et commercialisent à des prix bien inférieurs des copies conformes des grands médicaments occidentaux du type *Prozac*, *Viagra*, etc. Alors même que les laboratoires américains à l'OMC ont refusé d'accepter de diffuser des médicaments génériques anti-Sida et antipaludéens à destination des pays du Tiers-Monde, le laboratoire *Cipla* va même jusqu'à proposer une trithérapie contre le Sida pour

350 dollars par an et par patient contre 12 000 dollars par an pour les laboratoires américains. C'est dire le dynamisme de ce secteur en Inde.

3 - Les biotechnologies

L'Inde s'efforce de réitérer le succès rencontré dans l'informatique dans un nouveau domaine, celui des biotechnologies, ainsi que dans le domaine de la science des matériaux, deux domaines dans lesquels elle possède d'incontestables atouts. C'est un secteur en plein essor.

Le secteur de la pharmacie et celui des biotechnologies devraient générer un revenu de 750 millions de dollars en 2005, revenu qui devrait atteindre 1,5 milliard de dollars en 2007 avec 60 % provenant d'exportation sur le marché mondial.

4 - Le secteur du cinéma, des technologies de l'information et des médias de loisirs (« *entertainment* »)

C'est là un secteur particulièrement dynamique qui tire la croissance indienne et qui crée de nombreux emplois.

Le secteur du cinéma est un secteur prolifique. Avec plus de 800 films par an, l'Inde est le premier producteur de longs-métrages au monde. Le cinéma y est le seul loisir véritablement populaire ; les Indiens y vont six fois par an, contre quatre fois pour les Américains. Le scénario de ces films kitsch, à la piètre créativité, que l'on surnomme les *massala-movies*, est pourtant toujours le même : histoire d'amour à l'eau de rose, séparation et baiser sucré, avec de nombreux interludes de danse et force cascades. « *Bollywood* », sanctuaire du film kitsch, a produit 132 films en 2001. La vente des cassettes suffit parfois à amortir le coût du tournage. Le cinéma indien fait travailler 20 millions de personnes et enregistre un chiffre d'affaires de 22 milliards de francs. Certes, le public semble se lasser de ces films kitsch, qui font moins recette : à peine 20 % de ces films ont du succès et 6 % des films gagnent vraiment de l'argent en 2002 étant donné que le coût du tournage s'est envolé (15 millions de francs en 2001 contre 3 millions en 1990). D'autre part, l'arrivée de la télévision par satellite a modifié les habitudes et les productions américaines sont en passe de déferler sur le pays. Mais ce qui est nouveau, c'est que le cinéma indien à présent s'exporte et que « *Bollywood* » peut s'offrir la Croisette : les exportations de films ont rapporté quelque 90 milliards de Roupies (soit 2 milliards d'Euros) en 2001 contre 25 milliards en 1998.

Le secteur de la télévision connaît une explosion des chaînes. À côté de la télévision publique *Doordarshan*, aux programmes ennuyeux et de mauvaise qualité technique, s'est développée une offre de 80 chaînes câblées auxquelles sont abonnés 35 millions de foyers, soit 180 millions de personnes. La télévision est désormais présente dans tous les villages et certaines chaînes connaissent un grand succès (*Zee TV*). Le marché publicitaire a été multiplié par douze depuis 1990, passant de 460 millions à 5,5 milliards de dollars. Les mouvements nationalistes hindous ont crié à l'invasion culturelle. Or, cette inquiétude est infondée : le paysage audiovisuel indien rassurera ceux pour qui globalisation est synonyme d'américanisation. De fait, les chaînes de langue anglaise attirent moins de 3 % de spectateurs. « Les Indiens sont traditionnels en matière culturelle. Même les jeunes des villes préfèrent les chanteurs indiens aux stars américaines, et les

films avec des chants et des danses aux productions hollywoodiennes », souligne Biswajit Das, professeur de sociologie de la communication à l'Université Jamia Milla de Delhi. Le fait est que tous les opérateurs étrangers ont dû impérativement indianiser leurs programmes : si le décor des *talk-show* semble international, les thèmes abordés sont purement indiens (par exemple, la question de la dot à offrir à sa fille, ou bien celle de savoir si un brahmane laissera sa fille se marier avec un intouchable, etc.).

5 - Le secteur de la haute technologie et de la défense

Le but de l'auto-suffisance alimentaire ayant été atteint, l'Inde s'est attelée à un nouveau grand défi, celui de l'auto-suffisance dans certains domaines de haute technologie. L'entreprise *Hindustan Aeronautics Limited* incarne la réussite de l'Inde, qui est désormais indépendante en matière de technologie moderne. Dans le domaine de l'armement, l'Inde fabrique désormais l'Avion de Combat Léger (*Light Combat Aircraft*) destiné à remplacer les *Migs 21, 23 et 27* russes, le *F5* américain et le *Mirage 3* français. D'autre part, l'Inde, qui a envoyé son premier satellite dans l'espace en 1975, rivalise désormais avec les grandes puissances spatiales. L'*Indian Space Research Organization* (ISRO) compte 11 000 ingénieurs. Depuis 1992, l'Inde utilise ses propres lanceurs et, maîtrisant désormais la technologie du propulseur à combustible cryogénique, elle a lancé en 2001 la fusée *GSLV-D1*, lanceur d'un satellite géo-synchrone d'1,54 tonne sur une orbite géo-stationnaire de 36 000 km dans l'espace. L'Inde pourrait faire sous peu son entrée dans l'arène des lanceurs commerciaux de satellite (*Arianespace* effectue actuellement 60 % des lancements) avec le *GSLV* et l'emporter sur ses concurrents occidentaux grâce à ses coûts 15 % moins chers. En matière d'armement classique, l'Inde cherche à réduire sa dépendance par rapport à son fournisseur traditionnel, la Russie, et elle se tourne désormais vers Israël qui est en train d'émerger comme un nouveau fournisseur important. L'Inde a désormais deux porte-avions (dont l'un d'occasion, acheté à la Russie), elle est en train de construire six sous-marins de conception française de type « *Scorpené* » et il est probable qu'elle va se doter d'ici quelques années d'un sous-marin à propulsion nucléaire.

C. — Commerce

Si les exportations progressent de 7 % par an depuis 1994 et que l'on enregistre une augmentation du commerce extérieur de 12 % en 2002-2003, les importations indiennes, elles, augmentent encore plus vite que les exportations indiennes, de sorte que le déficit commercial demeure très élevé (10 milliards de dollars en 1998).

Dans les négociations engagées depuis 2000 à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), l'Inde n'a de cesse de dénoncer l'échange inégal, qui, selon elle, règne dans les relations commerciales globalisées : elle accuse les pays industrialisés de multiplier les obstacles à l'ouverture de leur marché textile et agricole, deux points forts des exportations indiennes.

Dans un pays qui compte 60 millions d'enfants au travail et où les normes antipollution sont ignorées, le Gouvernement indien est fermement opposé à l'introduction de clauses sociales – perçues comme un « luxe » de nantis – (le ministre indien du com-

merce voit dans les protections sociales occidentales une forme de protectionnisme déguisé : le ministre et les syndicalistes indiens défendent ainsi le droit de produire des allumettes ou des ballons de foot avec des enfants...), ou environnementales pour régenter le commerce international, y voyant une nouvelle forme de protectionnisme.

Il reste qu'avec un taux d'ouverture de 18 % environ, l'économie indienne est encore peu globalisée. Ne représentant que 0,67 % du commerce mondial, ce chiffre devant atteindre le 1 % en 2007, l'Inde a un faible poids économique, alors que les États-Unis, rappelons-le, ne représentent pas moins de 30 % de l'économie mondiale...

S'il est vrai, selon l'actuel ministre indien de l'économie, Jaswant Singh, que les fondamentaux de l'économie indienne sont dans l'ensemble sains, il n'en demeure pas moins que l'Inde souffre encore de toutes sortes de *faiblesses structurelles*.

En premier lieu, l'économie indienne reste une *économie duale* au sein de laquelle coexistent une économie urbaine pour la population éduquée et une économie rurale (60 % des Indiens vivent dans les campagnes). En fait, cinq à six millions seulement d'agents économiques participent à l'économie directement branchée sur la mondialisation. Et les succès de l'Inde ne doivent pas faire oublier les graves retards du pays dans les infrastructures – routes, électricité, téléphone. L'exemple de l'électricité est topique : les industriels indiens sont unanimes à déplorer le déficit chronique en électricité (rien qu'à Delhi le déficit quotidien d'électricité est estimé à plus de 900 mégawatts), avec souvent, pour les particuliers, des coupures régulières tous les jours et, pour les entreprises, 60 % des entreprises subissent des coupures de courant plus d'une fois par mois, sans oublier la mauvaise maintenance du réseau électrique (les transformateurs électriques brûlent couramment).

En second lieu, un lourd déficit budgétaire structurel qui s'est accru et qui avoisine, selon les chiffres officiels les 6 % du PIB, mais, selon l'estimation du FMI, les 10 % du PIB (rappelons qu'en Europe, dans le cadre du pacte de stabilité européen – en tout état de cause, difficile à respecter –, le déficit de la France avoisine les 3 % du PIB et celui de l'Allemagne 3,2 % à 3,5 % du PIB), déficit que le FMI voudrait ramener à 8 % du PIB en accélérant des réformes structurelles. La dette consolidée de l'État central et des États locaux est estimée cette année à plus de 80 % du PIB. Mais à la différence de la Malaisie qui, grâce à l'énergique sagesse de son remarquable Premier ministre Mahathir bin Mohamad, dit « docteur M », a su prendre des mesures courageuses qui ont permis à la Malaisie de sortir de la grande crise financière de 1998, le gouvernement indien s'accommode, hélas !, dans son inactivité molle, d'un tel déficit budgétaire jusqu'au moment où le FMI voudra lui imposer d'amères mesures d'austérité qui ne seront pas forcément les plus adéquates.

Si le taux d'inflation est de 4 %, ce qui est honorable pour un pays comme l'Inde, le taux d'intérêt reste encore élevé à 6,25 %, ce qui rend l'industrie locale peu compétitive par rapport au reste du monde.

En troisième lieu, on ne dira jamais assez que l'Inde reste très loin derrière la Chine en matière de productivité : la Chine a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 7,6 % entre 1998 et 2001. La Chine a, en effet, depuis longtemps modernisé son appareil de production (notamment dans les zones franches côtières de la Chine du Sud) de sorte que la compétitivité de l'économie chinoise de production de masse surclasse de très loin celle de l'Inde. Qu'il suffise de citer un chiffre : un ouvrier indien du textile

fabrique 20 chemises par jour, alors qu'un ouvrier chinois en fabrique 35 par jour. Un rapport de la Chambre d'Industrie de Bombay a beau préconiser que l'Inde s'inspire des méthodes chinoises pour améliorer sa productivité, l'Inde n'en souffre pas moins encore trop de la rigidité de sa législation sur le travail, de la trop petite taille de ses industries qui interdit des économies d'échelle significatives, de son déficit chronique en infrastructures fiables et de qualité et, enfin, du caractère souvent inutilement pléthorique de sa main d'œuvre à bon marché (on s'est trop souvent imaginé en Inde que production *par* les masses et production *de* masse ne sauraient rimer ensemble, l'Inde restant prisonnière d'une opposition ruineuse entre les deux). La fiscalité indirecte demeure encore très élevée en Inde (par exemple, sur le prix de vente d'une voiture, les taxes représentent 60 %, sur le prix de vente d'un appareil d'air conditionné 50 %). En 2000, les investissements étrangers ont atteint 4,2 milliards de dollars, contre 50 milliards en Chine. Il est clair que, pour les investisseurs étrangers, l'Inde est loin derrière le reste de l'Asie pour la liberté du commerce et reste un pays beaucoup trop compliqué. On comprend dès lors pourquoi l'Inde n'intéresse guère les industriels américains, qui se plaignent du poids des droits de douane excessifs (en moyenne, le double de ceux pratiqués en Chine et en Asie), des incertitudes affectant les législations et des constantes interférences politiques dans la vie des affaires : d'après l'ambassadeur américain en Inde, R. Blackwill, si l'existence d'une économie indienne dynamique et compétitive figure parmi les intérêts géostratégiques américains (même si les États-Unis, à la suite des essais nucléaires indiens de Pokhran II de 1998, limitent les ventes et les transferts de haute technologie à l'Inde à 300-400 millions de dollars par an), les investisseurs américains renâclent à investir en Inde au motif qu'ils ne considèrent pas l'Inde comme un marché où investir et réaliser des profits, à la différence bien sûr du marché chinois (les investissements américains – *General Electric, Boeing, Motorola, Mac Donald* – en Chine sont 2 à 3 fois supérieurs à ceux réalisés en Inde). Le volume du commerce de marchandises entre la Chine et les États-Unis représente dix fois celui du commerce entre l'Inde et les États-Unis. Or, s'agissant de la Chine, les exportations chinoises aux États-Unis comprennent déjà 10 % de produits de haute technologie. Les exportations indiennes de marchandises aux États-Unis ont progressé de 5 milliards de dollars en 1994-1995 à 8,5 milliards de dollars en 2001-2002 (en excluant les 4 à 5 milliards de dollars d'exportation de *software* informatique), mais les importations indiennes provenant des États-Unis sont virtuellement en 2001-2002 au même niveau qu'en 1994-1995 autour de 3 milliards de dollars. Là où l'Inde dépasse la Chine, c'est dans le domaine des exportations de *software* informatique et les services informatiques (centres d'appel, traitement informatique de données, par exemple, la comptabilité, transcription informatique de dossiers médicaux). Pour contrer l'essor de la Chine, l'Inde, depuis plusieurs années, procède au recentrage de ses relations économiques en direction du Sud-Est asiatique et les intensifie avec les pays du Sud-Est asiatique membres de l'ASEAN : depuis trois ans, le commerce entre l'Inde et ces pays a augmenté de 30 % et représente 10 milliards de dollars. L'Inde travaille activement à l'instauration d'une zone de libre échange avec ces pays ou bien comportant des droits de douane minorés et préférentiels avec ces pays sous la forme de l'*Asian Regional Forum*. Une autoroute de 1 600 km entre l'Inde et la Thaïlande au travers de la Birmanie est d'ailleurs en cours de construction, autoroute qui pourrait être achevée en 2004.

Un exemple topique des faiblesses structurelles qui grèvent l'économie indienne est celui de la téléphonie mobile (« *cell-phone* », comme on dit en Inde). Le secteur des Télécoms est sans nul doute un secteur dynamique qui a connu des succès, mais cette « *success story* » indienne doit être relativisée. Le Gouvernement a certes ouvert aux investisseurs étrangers le capital des entreprises de Télécoms jusqu'à hauteur de 49 %, mais les interventions incessantes de la puissance publique dans la définition de la politique des Télécoms a eu pour effet de la grever d'incertitudes au point que les grands opérateurs tels que *British Telecom*, *Vodafone*, *Bell Canada*, *Swiss PTT*, *US West*, *Nynex*, etc. ont préféré quitter le marché indien. En matière de téléphonie mobile, la comparaison avec la Chine est, là encore, instructive. En Inde, la téléphonie mobile a été confiée à 22 opérateurs (correspondant en gros aux divers États), ce qui a induit une fragmentation du marché qui a empêché de réaliser des économies d'échelle. La lourdeur bureaucratique a par ailleurs freiné le mouvement de concentration et la réduction du nombre d'opérateurs. Maints problèmes récurrents d'interconnexion entre réseau public et réseaux privés de téléphonie mobile se sont posés, accompagnés de surfacturations abusives lors de l'accès d'un réseau à l'autre : de nombreux contentieux ont surgi à ce sujet, contentieux qui ont été portés jusque devant la Cour suprême. Résultat : si l'on prend pour année de départ 1994, l'Inde compte en 2003 5 millions d'abonnés à la téléphonie mobile, alors que la Chine, où le téléphone portable est devenu très tôt un service et objet à la mode et où des économies d'échelle ont été très tôt réalisées, compte de 205 à 210 millions d'abonnés.

D. — *Énergie*

En matière de pétrole, les besoins de l'Inde se montent à 105 millions de tonnes par an. Étant donné qu'un tiers des besoins est couvert par sa production domestique, l'Inde importe donc 70 millions de tonnes par an, dont un tiers des pays arabes (Arabie Saoudite : 7,5 millions de tonnes, Iraq : 1,5 million de tonnes, Koweït, 3,5 millions de tonnes, Iran : 4 millions de tonnes). Depuis quelque temps, l'Inde s'efforce de diversifier ses approvisionnements et achète désormais du pétrole au Brésil, au Venezuela, à l'Angola, au Nigéria et à la Libye.

On vient de découvrir un énorme gisement de gaz naturel dans le bassin de la Krishna-Godavari (7 trillions de mètres cubes), gisement qui devrait être opérationnel d'ici cinq ans environ, avec 40 millions de mètres cubes par jour.

E. — *Agriculture*

L'Inde, grand pays agraire à faible revenu, compte 265 millions de paysans. C'est dans le domaine de l'agriculture que l'incidence de la mondialisation est sans doute la plus ambiguë et qu'elle génère le plus d'effets pervers : assurément, l'agriculture est mise à rude épreuve depuis la libéralisation. Commençons par un bref rappel historique.

L'alerte à la famine en Inde de 1965-1966 conduisit le Gouvernement indien à mettre en place la *Food Corporation of India* (créée dès 1964), à la fois Office d'intervention et

Banque alimentaire, qui achète les grains au producteur à un prix garanti et les stocke en entrepôts pour les revendre aux plus défavorisés à un juste prix dans des « magasins à juste prix » (*fair price shops*). Dès le IV^e Plan (1967-1971), l'Inde s'engagea dans une stratégie de développement technico-économique dans le domaine agricole connue sous le nom de « Révolution Verte » (mise au point de semences hybrides avec l'aide de la *Fondation Ford*, utilisation accrue d'engrais, de pesticides, mais aussi un très gros effort d'irrigation). Cette Révolution Verte fut essentiellement une révolution du blé et dans une moindre mesure une révolution du riz. C'est cette Révolution Verte qui a permis à l'Inde d'atteindre l'autosuffisance alimentaire dès 1975. De 60 millions de tonnes dans les années 1950, la production céréalière s'est établie autour de 86 millions de tonnes. L'Inde est de nos jours le second producteur de céréales au monde et le premier pour la production laitière. Pour le riz, l'Inde exporte désormais 2 millions de tonnes, principalement à destination du Moyen-Orient, des Pays du Golfe, de l'Afrique du Sud, de la Corée du Sud et de la Malaisie.

Dans les années 1970 a eu lieu une seconde révolution agricole, connue sous le nom de la « Révolution Blanche », consistant dans le développement du secteur des volailles et des œufs, développement conduit par le secteur privé.

La Révolution Verte a contribué à exacerber les inégalités régionales : en effet, les réserves du gouvernement sont assurées grâce au Punjab et aux deltas de l'Andhra Pradesh et du Tamil Nadu qui ont très largement adopté les techniques de la Révolution Verte (plus de 80 % des terres y sont irriguées). La Révolution Verte, qui en est à sa troisième décennie, est globalement à l'origine d'un déplacement général de la structure socio-économique vers le haut, la hausse du revenu agricole imputée à la Révolution Verte ayant permis à de nombreux ruraux d'émerger du stade frugal d'il y a 20 ans.

C'est dans ce contexte qu'interviennent la libéralisation et la mondialisation.

Si l'Inde a doublé sa production de céréales en deux décennies, il reste que la progression des rendements des céréales a été plus faible sur la dernière décennie qu'au cours de la période 1980-1990. La nette diminution des gains de productivité enregistrés dans le secteur du riz peut s'expliquer par la monoculture intensive, laquelle a conduit à l'aggravation de la salinisation des sols et à la saturation en eau des terres. Les politiques de soutien conduites par l'État, encourageant à la fois la monoculture et un usage excessif d'engrais (subventionnés), ont contribué à dégrader la qualité des sols. L'objectif d'autosuffisance a été atteint moyennant un coût écologique excessivement élevé : comme le souligne le Dr Srimatî Vandana Shiva, « Prix Nobel alternatif », la Révolution verte a été une catastrophe sur le plan écologique : la monoculture a épuisé les sols et a détruit la biodiversité, alors que les espèces naturelles, sans doute moins productives, étaient plus résistantes.

Or, la mondialisation a encouragé les monocultures. Prenons un exemple dramatique, l'exemple du district de Warangal près de Hyderabad. Les paysans, qui y pratiquaient traditionnellement la monoculture de l'arachide, ont été encouragés par l'industrie agroalimentaire à pratiquer la monoculture du coton en s'endettant lourdement pour acheter des engrais. Or, c'est par plusieurs de centaines (de 400 à 500) que se comptent chaque année les suicides de paysans lourdement endettés dans l'Inde centrale. Or, selon le ministre de l'agriculture de l'Andhra Pradesh, V.M. Vadde Rao, il n'y a aucune raison objective pour qu'il y ait des problèmes alimentaires en Andhra Pradesh.

Les paysans, que l'on a encouragés à pratiquer des monocultures d'exportation, sont victimes des lois du marché. S'agissant du riz (la bourse du riz est à Mumbai (Bombay)), l'Union européenne frappe de 60 % de droits de douane le riz décortiqué, de sorte que l'Inde ne peut guère exporter de riz Basmati.

Si le pari de la production a été gagné en grande partie grâce à la Révolution Verte, en revanche celui d'une distribution rationnelle des denrées alimentaires de base semble perdu pour l'heure. Les observateurs sont unanimes à déplorer le fonctionnement désastreux de la *Food Corporation of India*, dont les entrepôts restent pleins alors même que les céréales sont subventionnées : son monopole inefficace induit d'innombrables distorsions de prix préjudiciables aux paysans, lesquels se sentent floués et en conçoivent un fort sentiment d'injustice (l'organisme d'intervention vend les céréales à 530/560 roupies le quintal, alors que les paysans les lui ont vendues à 400/450 roupies le quintal et souvent à perte : le prix du riz fixé par le Gouvernement ne profite qu'aux intermédiaires). Parfois les paysans trouvent moins cher d'acheter le riz que de le cultiver (comme au Sikkim) ! On déplore une crise chronique dans la commercialisation du sucre, etc. On pourrait multiplier les exemples.

Une nouvelle révolution est intervenue à partir de 1996, la « Révolution Bleue », autrement dit, à partir de 1996 la reconversion des rizières côtières (en Andhra Pradesh notamment) en lieux de production de crevettes, l'« or rose », destinées à l'exportation, mais cela a entraîné une salinisation des terres.

S'agissant des négociations de l'OMC, l'Inde demande à continuer de pouvoir maintenir des protections et de continuer à subventionner largement son agriculture (subvention aux intrants agricoles), arguant qu'un pays en voie de développement ne saurait compter sur des importations massives pour satisfaire ses besoins intérieurs, car des achats importants sur le marché mondial auraient pour effet de pousser les prix à la hausse, ce qui affaiblirait le pouvoir d'achat des consommateurs urbains. D'autre part, elle argue que, dans un pays où les revenus et la couverture des besoins alimentaires des populations rurales dépendent essentiellement d'une production agricole de subsistance, le recours accru aux importations ne pourrait que concurrencer l'offre locale, affaiblir les revenus des populations paysannes et détruire les exploitations familiales⁵.

C'est dans ce contexte que les multinationales américaines, notamment la trop fameuse *Monsanto* (créée en 1901 dans le Missouri) et son partenaire indien, *Mahyco* (*Maharashtra Hybrid Seeds Corporation*) font le forcing pour introduire les très coûteuses semences transgéniques en Inde, tels le coton transgénique (il s'agit d'une variété sécrétant une toxine qui tue les larves du principal parasite, le ver du cotonnier *-bollworm*), le « riz doré » transgénique enrichi au bêta-carotène (vitamine A). Le lobby de l'agro-business plaide pour le recours massif aux semences transgéniques afin de sauver l'Inde de la famine au motif qu'elles ont très bien réussi en Afrique du Sud, dans la région de Johannesburg. La première récolte de coton transgénique vient d'avoir lieu : le rendement serait en hausse de 80 % et l'usage de produits phytosanitaires en baisse de 70 %. Or, non seulement l'introduction des semences transgéniques aggrave la dépendance des paysans à l'égard des firmes agroalimentaires, mais encore certaines des

⁵ Jean-Yves Carfantan, *La Mondialisation déloyale. Pour un nouvel ordre agricole et alimentaire*, Fayard, 2002, p. 209-210.

nouvelles semences n'ont pas toujours tenu toutes leurs promesses : à l'encontre des promesses faites, le coton transgénique s'est révélé très consommateur d'eau ; d'autre part, les paysans, pour la plupart, n'ont pas respecté l'obligation légale qui leur était faite de planter un minimum de 20 % de variétés traditionnelles, ceci pour réduire le risque d'une mutation du parasite, en sorte que l'on pourrait donc voir rapidement apparaître un ver résistant au nouveau coton ; quant au riz transgénique, il est apparu que le riz naturel est beaucoup plus résistant aux inondations et plus riche en nutriments divers. Alors que la Chine, quant à elle, s'est massivement engagée et sans aucun scrupule dans l'aventure des semences transgéniques, et ce sur une très grande échelle, l'Inde se montre encore réservée à cet égard (si le coton transgénique a été autorisé, l'autorisation de la semence de graine de moutarde transgénique est différée, car il s'agit là d'une culture destinée à l'alimentation), mais sans que l'on puisse parler pour autant d'hystérie anti-OGM en Inde.

Alors que les multinationales de l'agroalimentaire (*Unilever, Kellogs, Nestlé*) ont investi le marché indien et incitent les 15 % d'Indiens riches à consommer des « *chips* », il y a encore 320 millions de personnes en Inde souffrant sinon de famine, du moins de sous-alimentation ou de malnutrition : si certains États ont une situation alimentaire satisfaisante (les États himalayens, Jammu-Cachemire, Himachal Pradesh et Delhi) ou assez satisfaisante (Haryana, Rajasthan, Gujarat, Kerala, Karnataka, Punjab, Assam), d'autres ont encore de graves problèmes alimentaires (Maharashtra, le Madhya Pradesh, l'Orissa, le Bengale occidental, le Tamil Nadu). À cela s'ajoute le fait que le changement climatique en cours depuis quelques années s'accompagne d'une sécheresse dramatique qui affecte un tiers du sous-continent (depuis plusieurs années, les pluies sont quasi inexistantes sur une large bande qui s'étend de l'Afrique saharienne à l'Asie centrale).

Or, ces problèmes alimentaires récurrents sont dûs beaucoup plus aux multiples dysfonctionnements du marché (distorsions des prix) et de la distribution (dysfonctionnements de la *Food Corporation of India*) qu'à une production agricole qui serait, dans l'absolu, insuffisante.

F. — Environnement et écologie

Contrecoup des progrès rapides de l'économie et de l'industrialisation, les questions d'environnement focalisent désormais l'attention de l'opinion, mais on note également l'émergence corrélative d'une conscience écologique – ce qui est un fait indéniablement nouveau qui doit s'analyser comme un sous-produit de la mondialisation. Depuis 1992, les émissions de gaz à effet de serre ont progressé de 28 % en Inde (de 27 % en Chine, mais de 8 % aux États-Unis et au Japon). L'aggravation dramatique de la pollution en Inde, allant de pair avec l'urbanisation anarchique (le nombre de citadins atteint 288 millions en 2000), est patente : si l'Inde a, en effet, des villes qui sont parmi les plus polluées du monde, c'est parce que l'Inde, étant un pays pauvre, n'a pas les moyens de rouler avec un carburant suffisamment raffiné et que son industrie use de technologies souvent obsolètes. Delhi est une ville rongée par la pollution, c'est la troisième ou la quatrième ville la plus polluée au monde (quoique, selon des observateurs étrangers,

Pékin serait encore plus polluée). Si l'on se fonde sur un indicateur composite intégrant divers paramètres (tels que la pollution, la santé, la congestion des infrastructures, l'insécurité, etc.), Delhi figure en troisième position au monde (après Port Moresby en Papouasie-Nouvelle Guinée et Karachi, mais avant Bangkok et Moscou). Rien d'étonnant à ce que l'Inde soit devenue, du point de vue épidémiologique, le premier pays au monde pour les maladies pulmonaires, l'asthme bronchique, le cancer des poumons, toutes maladies dues à la pollution atmosphérique (ou à la poussière dans les maisons) (les autres maladies sont la tuberculose : 20 % des cas mondiaux, maladie due à la pauvreté, à la malnutrition, à l'hygiène déplorable, ainsi qu'une grande prédisposition au diabète due à la difficulté à digérer les graisses).

L'attitude du gouvernement indien est ambiguë à cet égard. En octobre 2002 s'est tenue à New Delhi la conférence de l'ONU sur le changement climatique (UNFCCC : *UN Framework Convention on Climate Change*). Or, l'Inde s'est rangée aux côtés des pays en voie de développement représentés en l'occurrence par le Venezuela (à la tête du « Groupe des 77 » comprenant l'Inde, la Chine et le Brésil), accusant les pays industrialisés de mesures symboliques. Trouvant scandaleux que les États-Unis, pourtant premier pays pollueur de la planète, aient rejeté le Protocole de Kyoto signé en 1997 et s'en soient exclus, l'Inde, avec les autres pays, regarde la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre comme un « luxe » de nantis. La priorité absolue doit être donnée à la lutte contre la pauvreté en tant qu'élément le plus important du développement durable (*sustainable development*), attendu que « la pauvreté est ce qui pollue le plus » (« *poverty is the most pollutant* »). L'Inde de faire valoir justement que la lutte contre la pauvreté et le développement économique ne peuvent pas ne pas entraîner une consommation accrue d'énergie. L'Inde fait encore valoir que si les pays du monde développés, champions du gaspillage et de la surconsommation, sont incapables de s'auto-réguler, il serait injuste de demander aux pays en voie de développement de le faire. L'Inde, en la personne du Premier ministre Vajpayee, a par conséquent rejeté fermement toutes les mesures visant à contraindre, comme le voudrait l'Union européenne, les pays en voie de développement à se conformer aux accords visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et celles des gaz liés aux activités agricoles (*greenhouse gaz emissions* : le méthane issu de la culture des rizières et de l'élevage des ruminants), l'Inde arguant dans ce dernier cas qu'elle n'en produit pas plus que les pays développés. Se drapant dans la posture propre au front anti-occidental, l'Inde refuse ainsi de changer par elle-même, à moins que les pays développés n'accroissent, en contrepartie, leur aide financière : elle attend des aides des donateurs internationaux au lieu de décider unilatéralement d'adopter des technologies et des combustibles propres.

Mais en même temps on note toutes sortes de signes favorables, qui attestent de l'émergence d'une vraie conscience écologique au plan collectif. Par exemple, depuis 1996 il existe maintenant à Delhi un système de mesure des polluants atmosphériques qui ne le cède en rien à celui des pays occidentaux et il y a désormais, dans les rues de Delhi, des panneaux affichant le taux de pollution atmosphérique avec ses divers composants. Une nouvelle législation a été adoptée à Delhi et dans divers États imposant la mise au rebut des véhicules de plus de huit ans et prescrivant des carburants plus propres : sur 3,5 millions de véhicules, 75 000 sont déjà équipés du Gaz Naturel Comprimé (CNG, *i. e.* notre GPL), et préconisant l'introduction en 2006 du Diesel à

faible teneur en souffre. Ces diverses mesures ont déjà permis de réduire de 15 % la pollution à Delhi. Autre exemple, Delhi se dote de deux lignes de métro (dont les voitures seront fabriquées en Corée du Sud) et, pour le renouvellement de sa flotte de bus, elle a opté pour un millier de bus roulant au Gaz Naturel Comprimé.



II. — ASPECTS SOCIAUX DE LA MONDIALISATION

A. — *L'émergence des classes moyennes et leur réaction d'occidentalisation mimétique*

Force est de constater un réel déplacement de la structure socio-économique vers le haut, à l'image de la classe moyenne. L'enrichissement ne concerne pas uniquement ceux qui sont directement branchés sur le marché mondial, c'est-à-dire la classe supérieure dominant la société indienne (les 6 % de la population qui maîtrisent l'anglais), il concerne aussi une large classe moyenne, quand bien même la définition indienne des fameuses « classes moyennes », tant vantées auprès des investisseurs étrangers serait incertaine – elle n'est pas sans poser des problèmes ⁶ tant elle regroupe un large éventail de groupes sociaux (depuis les petits employés ou les petits commerçants jusqu'à la *upper middle class*), aussi bien dans les villes que dans les campagnes – et quand bien même les autorités surestimerait l'importance numérique desdites classes moyennes, de manière à justifier leurs choix économiques. Certains analystes prétendent qu'en fait 10 à 15 % seulement de la population profiteraient de la libéralisation économique, de sorte que 85 % de la population serait ainsi délaissée et condamnée à des réflexes de survie au jour le jour.

S'il est vrai que l'immense pauvreté pèse encore sur près de 300 millions d'Indiens, le fait est qu'une classe moyenne de cent à cent cinquante millions d'individus – d'autres analystes admettent l'existence d'une classe moyenne de deux cents millions d'individus – émerge, qui voit son niveau de vie s'élever et qui est emportée par une boulimie de consommation à l'occidentale, cette course à la consommation étant engendrée par le mimétisme. Fascinée par l'image de la modernité et conditionnée par l'expansion spectaculaire des médias, cette classe moyenne a des appétits de consommation stimulant une demande d'ailleurs insatisfaite. Aussi les activités informelles stimulées par ces nouveaux besoins de services et de consommation tendent-elles à se multiplier. On ne saurait sous-estimer l'importance de ce secteur informel, dont les activités concernent aussi bien les secteurs du commerce, de l'artisanat, de la petite industrie manufacturière et des prestations de service que la production de marchandises. Le secteur informel urbain (où travaillent souvent les migrants venus des campagnes) s'approprie aisément les nouvelles techniques, non pas simplement pour assurer les besoins élémentaires (du type :

⁶ Sur les problèmes relatifs à la définition indienne des classes moyennes, voir Kamala Marius-Gnanou, *L'Inde, op. cit.*, p. 232-233.

échoppes de thé, ventes à la sauvette, réparations diverses, travaux à domicile), mais aussi pour élargir la gamme des services demandés par cette classe moyenne avide de confort (téléphone, fax, services de voirie...). Ainsi, en dépit de l'hétérogénéité et de la précarité de ces activités, l'hypothèse d'une mobilité sociale pour les laissés-pour-compte de cette modernisation n'est pas à exclure⁷.

De cette augmentation rapide du niveau de vie de la classe moyenne témoigne l'augmentation spectaculaire des voyages touristiques d'Indiens à l'étranger (chose fort rare il y a une vingtaine d'années) : les destinations favorites comprennent bien sûr l'Europe (essentiellement Londres, mais on commence à voir des touristes indiens à Paris) et les États-Unis, mais aussi maintenant l'île Maurice, Dubaï, l'Afrique du Sud et la Malaisie.

Un exemple significatif d'occidentalisation mimétique est celui de la formation des Miss candidates aux grands concours de beauté, formation qui est devenue une véritable industrie (15 000 candidates par an, issues des classes aisées des villes), à Mumbai notamment (Bombay). Depuis 1994, l'Inde a, en effet, remporté quatre titres de Miss Monde et deux de Miss Univers. À chaque fois, la reine de beauté a été accueillie comme une star et a embrassé par la suite une carrière de mannequin ou d'actrice. Certes, en Amérique latine, dans des pays comme le Venezuela et le Brésil, la formation des Miss futures reines de beauté est également devenue une véritable industrie, mais une différence culturelle subsiste : au Brésil ou au Venezuela, c'est en n'hésitant pas à recourir massivement à la chirurgie esthétique (au Brésil notamment), alors que les Miss indiennes n'y ont jamais recours. Or, ce n'est pas un hasard si l'Inde rafle les premières places des grands concours de beauté : le succès de l'Inde aux concours de beauté coïncide avec la libéralisation de l'économie. Estimé à 4 milliards de francs, le marché des cosmétiques enregistre une croissance de 37 % par an, avec 30 millions de consommateurs potentiels, mais seulement 4 millions pour les produits haut de gamme. Ces changements ne sont pas du goût de tous. Les extrémistes hindous sont opposés aux concours de beauté, synonymes pour eux de culture occidentale dépravée.

B. — *Autres aspects sociaux de la mondialisation*

Divers mécanismes originaux permettent d'atténuer l'incidence négative de la libéralisation et de la mondialisation.

La distribution de microcrédits à faible taux aux pauvres, inventée par Mohammed Yunus, créateur de la *Grameen Bank* en 1983 au Bengla-Desh, s'est révélée efficace non seulement pour rendre aux pauvres leur dignité, mais encore et surtout pour faire entrer les plus démunis dans une dynamique de développement, et ce avec d'excellents résultats (10 % d'impayés seulement contre 40 % pour les gros crédits dans les grandes banques classiques). Actuellement la *Grameen Bank* a mis sur pied une filiale, la *Grameen Telecom*, qui prête à des femmes villageoises pour acheter un téléphone portable dont elles loueront le service aux villageois, les agriculteurs pouvant ainsi contacter directement leurs grossistes. Si l'initiative de la distribution de microcrédits est connue en

⁷ Kamala Marius-Gnanou, *L'Inde*, *ibid.*, p. 232.

Occident, on y connaît moins en revanche l'existence d'un mécanisme informel qui joue un grand rôle dans le financement de la petite et moyenne industrie en Inde, mécanisme qui échappe largement à tout contrôle institutionnel de la part de l'État. Il s'agit de la distribution de crédits sur la base de la caste. Les membres d'une caste se cotisent entre eux et, grâce à un système de tontine, accordent un crédit à l'un des leurs tour à tour, ce circuit de distribution de crédits présentant le grand avantage d'échapper aux frais et aux rigidités du système bancaire traditionnel et, au surplus, celui de réduire le risque d'impayés. Ce système de financement de la petite et moyenne industrie est florissant au Gujarat et au Tamil Nadu, par exemple.

Mais la mondialisation a également son revers. Autre incidence sociale de la mondialisation, la progression de la pandémie du Sida en Inde : selon les chiffres officiels de l'Agence Indienne pour le Contrôle du Sida (NACO), il y aurait 1 % d'adultes vivant avec le virus, soit 3,8 millions de séropositifs recensés, et 100 000 personnes ont été infectées en 2001, mais les chiffres officiels sont sous-estimés en raison d'une réticence d'ordre culturel à admettre la présence d'un virus aux connotations sexuelles évidentes (tant sur le plan de la « promiscuité hétérosexuelle » que sur celui du fait homosexuel, une réalité reconnue depuis peu). En réalité, il y aurait 11 millions de séropositifs. L'Inde serait ainsi le deuxième pays le plus touché au monde après l'Afrique du Sud (pays où il y a plus de 10 % de la population séropositive et près de 5 millions de séropositifs), mais, selon une estimation d'un récent rapport de la CIA, il y aurait 25 millions d'Indiens infectés par le virus d'ici à 2010 (mais, toujours selon la CIA, les pays les plus touchés sont, par ordre, le Nigeria, l'Éthiopie, la Russie, l'Inde en quatrième position et, enfin, la Chine, en cinquième position). Les modes de dissémination incriminés sont la prostitution dans les maisons closes des grandes métropoles et parmi les chauffeurs routiers le long des grands axes routiers, mais aussi la toxicomanie chez les héroïnomanes dans les États du Nord-Est (Nagaland) irrigués par les routes de l'opium venu de Birmanie. Les disparités régionales sont sensibles (l'État du Maharashtra est très affecté, par exemple, le district de Pune où de 1 à 2 % de la population est infectée).

III. — LES CRITIQUES ADRESSÉES AU PRÉSENT MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LIÉ À LA MONDIALISATION

Des voix s'élèvent qui font valoir que l'Inde a pris trop rapidement le train de la mondialisation, qu'elle aurait dû attendre davantage que la politique de la libéralisation produise ses effets avant de renoncer à son protectionnisme pour s'ouvrir aux échanges internationaux. Paradoxalement, certains estiment que l'Inde aurait dû sur ce point prendre exemple sur la Chine, laquelle a d'abord libéralisé et modernisé son économie avant d'adhérer, très tardivement, à l'Organisation Mondiale du Commerce. On accuse le BJP, bien qu'ayant épousé avec zèle la cause de la mondialisation, d'avoir, dans ses deux derniers budgets, trahi la classe moyenne et orienté l'économie en faveur de l'élite du monde des affaires. Mais surtout la plupart des critiques (parmi lesquelles celles d'Amartya Sen ou d'Amiya Bagchi) posent la question de savoir par rapport à quel modèle de développement l'Inde doit se développer : face à un concept de mondialisation

perçu comme occidental, elles font valoir que l'Inde ne saurait, sur la voie du développement, se conformer uniquement au modèle occidental, attendu qu'elle se doit d'être fidèle, dans sa manière même de concevoir le développement, à son propre mode de pensée, mode de pensée qui se veut « holiste ». Les débats relatifs à la question des diverses identités indiennes manifestent une volonté de réappropriation de soi face, d'une part, au modèle de la philosophie des Lumières, réduite au rang de provincialisme européen à prétention universelle, et face, d'autre part, au modèle purement quantitatif du développement, ce dernier étant identifié, par exemple, à la croissance du PNB ou à la hausse des revenus individuels, modèle quantitatif à l'aune duquel on prétend mesurer le développement indien. S'il convient de mentionner ici le rôle joué par l'économiste indien Amartya Sen (d'origine bengalie, Prix Nobel d'économie 1998, et qui enseigne en Angleterre), c'est que sa réflexion est tout à fait représentative d'une telle orientation. La réflexion d'Amartya Sen a porté sur les théories du bien-être social, les inégalités, sur la relation entre le développement et les libertés, etc.⁸. Amartya Sen a été amené, dans les années 1990, à élaborer pour les Nations Unies, « l'indice synthétique du développement humain », lequel, afin de mesurer le niveau de vie des pays, prend en compte le taux de mortalité infantile, l'espérance de vie, l'accès à l'enseignement élémentaire, le taux d'alphabétisation et le nombre de médecins par habitants, ainsi que l'indice « sexo-spécifique du développement humain » (*i. e.* l'indice d'inégalités sociales entre hommes et femmes) et l'indicateur de participation des femmes à la vie politique et économique. On mesure à quel changement profond ces critiques invitent lorsque l'on sait qu'un quart des Indiens, appartenant aux classes moyennes, consomment les trois quarts de l'énergie consommée dans le pays tout entier, et que la libéralisation de l'économie a considérablement aggravé la pollution et le bruit dès lors que beaucoup de salariés peuvent maintenant acheter un scooter, voire parfois une auto.

IV. — LES RÉACTIONS IDÉOLOGIQUES DE CRISPATION IDENTITAIRE ET LA MONTÉE DE L'INTOLÉRANCE

Dans un sous-continent qui est toujours demeuré centré sur lui-même sans jamais s'ouvrir au grand large et qui a toujours eu un sentiment très fort de son identité non pas politique, mais religieuse et culturelle, l'hindouisme a toujours revêtu une dimension identitaire très accusée⁹.

Prenant le contre-pied du modèle multiculturel et laïque prôné par Nehru, la poussée du « communalisme », symbolisée par la destruction de la mosquée d'Ayodhya en 1992, la montée de l'intolérance et du prosélytisme¹⁰, puis l'arrivée au pouvoir du

⁸ Amartya Sen, *Development as Freedom*, Oxford University Press, New Delhi, 1999 ; *Un nouveau modèle économique*, Odile Jacob, Paris, 2003.

⁹ Voir l'excellent recueil de J.-L. Racine (ed.), *La question identitaire en Asie du Sud*, Editions de l'EHESS « Purushârtha » n° 22, Paris, 2001, dont nous nous inspirons ici.

¹⁰ Voir l'étude de C. Clémentin-Ojha et Marc Gaborieau, « La montée du prosélytisme dans le sous-continent indien », *Archives de sciences sociales des religions*, 1994, 87 (juillet-septembre), p. 13-33.

nationalisme hindou en 1998, avec le *Bharatiya Janata Party* (BJP) sont des phénomènes majeurs. Rappelons quelques faits, à titre de repères.

À l'automne 1990, se déroula pendant cinq semaines une procession de char (*rath yatra*) du Gujarat à Ayodhya, dont le cortège parcourut près de dix mille kilomètres et attira des millions d'hindous. En décembre 1992, les extrémistes hindous avaient détruit la mosquée d'Ayodhya, avec l'intention de construire à la place un temple dédié au dieu Râma ; les émeutes qui avaient suivi avaient fait 2 000 morts (elles furent particulièrement meurtrières à Bombay).

Le *Vishva Hindu Parishad* (VHP), qui est le bras religieux du nationalisme hindou (et sa branche jeunesse le *Bajrang Dal*) prône l'esprit militant de l'*hindutva* (litt. « hindouité »), lequel entre en conflit avec le principe de tolérance inhérent à l'*Hindu dharma*, c'est-à-dire à la religion et au mode de vie hindous, s'il est vrai que l'hindouisme traditionnel aimait à afficher, du moins au plan de ses principes moraux, un principe de tolérance selon lequel « le monde est notre famille » – *vasudhaivam kutumbakam*. L'idéologie du *Vishva Hindu Parishad* est influencée par les écrits de V. D. Sarvarkar (1883-1966), qui a inventé le terme *hindutva*, terme établissant une claire distinction entre l'hindouisme en tant que religion et l'hindouisme (*hindutva*) en tant que force sociale et politique visant à unifier les Hindous contre les influences étrangères (Savarkar, 1923). Les tenants de cette idéologie sont des primordialistes ou des essentialistes qui prétendent reconnaître l'identité de l'hindouisme – d'un hindouisme, à vrai dire, plus ou moins fantasmé ou fantasmatique – inscrite de si longue date dans l'histoire qu'elle en devienne innée et intangible, sauf trahison. À la faveur d'une surdétermination des racines et d'un attachement fantasmatique à la pureté des origines, le fondamentalisme hindou a ainsi pour effet de transformer un hindouisme jadis complexe et tolérant en un hindouisme simplifié et intolérant. En effet, les mouvements extrémistes hindous proches du gouvernement dirigé par le BJP sont haineux envers les minorités religieuses perçues comme d'origine étrangère et exogène, ce qui est le cas pour l'Islam bien sûr, mais aussi pour le Christianisme (même si l'apôtre Thomas a débarqué dans le Sud de l'Inde en 52 de notre ère, et même si la présence de communautés chrétiennes est bien établie dès le IV^e siècle). La question des conversions est un point de cristallisation majeur dans la mesure où elle renvoie au mythe d'un hindouisme menacé. En réalité, dans un pays où face à la domination d'un hindouisme qui se radicalise, les intouchables et les *parias* tentent régulièrement d'échapper au poids et à la rigidité du système des castes en devenant chrétiens, musulmans (au Tamil Nadu, par exemple, le cas s'est produit à plusieurs reprises de 1981 à nos jours) ou bouddhistes. Ainsi une brochure de propagande du VHP, faisant allusion à la consommation de bœuf par les chrétiens et les musulmans, explique-t-elle qu'en empêchant une conversion, un hindou peut sauver cinq vaches ! Ce qui est certain, c'est que si les hautes castes de la classe moyenne urbaine se rallient volontiers au BJP, le BJP ou le *Sangh Parivar* recrutent également dans les classes moyennes déracinées. Par exemple, la *Shiv Sena*, puissante à Mumbai (Bombay), exhibe, à la pointe de l'extrémisme institutionnalisé, la face sombre de l'indianité d'aujourd'hui : manipulatrice des dérives identitaires, soignant les ego blessés par l'incertitude identitaire, l'aliénation, la frustration, le sentiment d'échec et de déréliction, elle porte au grand jour des angoisses identitaires marquées par une grande mobilité des repères dans un contexte marqué par la libéralisation et la mondialisation.

S'agissant de l'islam, il y a en Inde 12 % de musulmans environ, soit près d'une centaine de millions de musulmans dont la fécondité prolifique est supérieure à celle des hindous, mais alors que les musulmans indiens étaient auparavant modérés, ils se radicalisent maintenant de plus en plus (sur ce point nous nous séparons de Guy Sorman, qui, dans son excellent livre intitulé *Le Génie de l'Inde* – livre sur lequel nous allons revenir –, met l'accent plutôt sur les soufis indiens, lesquels ne sont guère représentatifs des masses musulmanes indiennes¹¹), de sorte qu'en réaction les nationalistes hindous se radicalisent à leur tour. En mars 2002, les violences intercommunautaires à Ahmedabad au Gujarat entre hindous et musulmans ont fait 1 000 morts musulmans tués dans des violences religieuses inouïes après l'attaque d'un train bondé de pèlerins hindous à Godhra.

Fréquentes depuis l'arrivée au pouvoir du BJP en mars 1998 (l'Inde a connu une vague de violences antichrétiennes durant l'hiver 1998-1999 notamment) sont les attaques contre les chrétiens (2,3 % de la population indienne). Régulièrement des prêtres chrétiens sont assassinés et des églises détruites lors d'attentats à la bombe, mais il faut préciser que le récent activisme antichrétien cible ses attaques contre les tribaux convertis ou les prêtres en zone rurale.

Que faut-il penser au juste de ces tensions et de ces violences intercommunautaires, dont il faut souligner qu'elles sont souvent des violences ritualisées ? D'abord, il ne faut jamais oublier, comme le rappelle le grand sociologue et intellectuel bengali Ashis Nandy, que ces violences intercommunautaires, sur lesquelles se focalisent à l'envi les médias occidentaux, restent fort heureusement assez rares et, du point de vue statistique, marginales à l'échelle du sous-continent : le fait est que le chiffre des victimes récentes des conflits communalistes opposants hindous et musulmans reste inférieur à ce qu'ont engendré des crises identitaires d'un autre type, des crises identitaires plus classiques telles que les mouvements sécessionnistes impliquant des groupes armés attirant une répression militaire, du type Punjab dans les années 1990, Sri Lanka depuis 1983 ou Cachemire. D'autre part, elles se produisent, dans la quasi-totalité des cas, dans les villes modernes, surpeuplées, et plus rarement dans l'Inde villageoise traditionnelle, où les religions cohabitent depuis des siècles sur le mode d'une coexistence culturelle selon laquelle « les communautés vivent ensemble, mais séparées » (même s'il peut y avoir par ailleurs dans certaines régions de l'Inde, comme le Bihar, des violences intercastes endémiques, mais il s'agit là d'un autre phénomène, d'une autre nature).

En décembre 2002 a eu lieu un attentat contre un restaurant *Mac Donald* de Bombay, qui a fait vingt et un blessés, sans que l'on puisse déterminer si cet attentat est imputable à une réaction dirigée contre un système culturel rejeté et donc a valeur de réaction anti-occidentalisation ou bien s'il est le fait des réseaux franchisés de l'islamo-terrorisme transnational du type *Al-Qaeda*, s'il est vrai que *Mac Donald* est une cible privilégiée de l'anti-américanisme (car dans toute l'Asie du Sud des restaurants *Mac Do* ont été victimes d'attentats).

Vues depuis l'Occident, certaines réactions à l'occidentalisation peuvent certes prêter à sourire.

¹¹ G. Sorman, *Le Génie de l'Inde*, Paris, Fayard, 2000, p. 65-82.

En 2000, le film *Water* de la réalisatrice aux idées progressistes Deepa Mehta, film consacré à la grande misère morale des veuves qui attendent leur mort dans la ville sainte de Bénarès, s'est attiré l'ire des extrémistes hindous, lesquels, dénonçant une insulte aux traditions du pays, ont été jusqu'à en détruire les décors.

La preuve est ainsi faite que si le parti nationaliste hindou (BJP), au pouvoir à New Delhi, veut se donner une image modérée – il avait autorisé ce tournage –, sur le terrain ses militants n'hésitent pas à s'attaquer de façon musclée à tout ce qui dérange leur vision de la société. Le *Sangh Parivar* – l'ensemble des partis proches de l'hindouisme politique – entend imprimer sa marque sur la direction du pays et exercer une censure préalable sur la culture, surtout dans un pays où le cinéma est le principal loisir populaire.

Régulièrement, une certaine Inde puritaine trouve à s'offusquer de certaines scènes osées dans les films : on n'imagine guère ici l'hystérie des réactions.

Récemment en 2002 le film de Shashilal Nair *Une petite histoire d'amour* a déclenché des réactions telles que le réalisateur a dû s'enfuir en Angleterre avant de revenir et de s'excuser, tandis que l'actrice Manisha Koirala, de son côté, dénonçait les scènes osées devant un tribunal, prétendant qu'elles avaient été tournées à son insu par une doublure ! Il faut dire que le parti extrémiste d'extrême-droite hindou, la *Shiv Sena*, avait fait incendier des cinémas à Mumbai (Bombay). Autre exemple, l'introduction des messages transmis sur téléphone portable (SMS) a suscité l'ire d'associations qui y voient une menace pour la paix des ménages : ces petits messages sont accusés de véhiculer les effets pervers de l'Occident. Or, le petit écran du téléphone offre un espace de liberté qui échappe aux contrôles des maris et aux codes traditionnels des relations sociales. C'est dire l'impact de ces petits messages, surnommés « *Sex Message Syndrome* », au cœur d'une société où le mariage arrangé fait office d'apprentissage amoureux. Dénonçant l'outrage aux traditions, les opposants aux messages transmis sur les téléphones portables ont défilé à Delhi, brûlant un téléphone en public !



V. — LES ATOUTS DE L'INDE FACE AU DÉFI LA MONDIALISATION :

Les soubresauts identitaires contemporains doivent se comprendre en combinant les dynamiques du présent et les leçons de l'histoire.

Dans son excellent livre intitulé *Le Génie de l'Inde*, l'essayiste Guy Sorman, mariant adroitement et avec clarté la documentation, l'observation, l'analyse et la recherche, est d'avis que l'Inde dispose d'atouts uniques pour faire face au défi de la mondialisation.

On ne dira jamais assez qu'en Inde l'identité est malléable, plurielle, mobile. G. Sorman parle d'une « identité floue »¹², (« flou » au sens de l'anglais *fuzzy*, c'est-à-dire au sens où l'on parle, dans les sciences cognitives, de *fuzzy logic*, c'est-à-dire de « logique floue »). De notre côté, nous préférons parler d'une « identité poreuse »,

¹² G. Sorman, *ibid.*, p. 269-270.

attendu qu'il n'y a pas d'individu en Inde, mais seulement du « dividu », comme disent les anthropologues spécialistes de l'Inde. Il n'est pas douteux qu'en Inde les contours de l'identité culturelle, religieuse, sociale, linguistique, restent généralement flous, voire contradictoires, du moins de notre point de vue à nous autres Occidentaux. Dès lors, si l'Inde ne risque pas de verser dans une schizophrénie à la manière du monde arabo-musulman face au défi de la modernité, c'est en vertu de la multiplicité des affiliations identitaires qui s'y dessinent. C'est cette pluralité d'appartenances et leur jeu souple qui permettent l'existence d'une large variété de solidarités et qui, étant au principe d'une certaine fluidité, amortissent du même coup les conflits identitaires. Pour prendre un exemple éloquent, on peut être tout à la fois musulman, bengali, paysan, femme, sans avoir à hiérarchiser ces identités multiples et croisées. Il est à porter au crédit des Indiens une grande faculté de se dissocier : pour prendre un exemple, l'employé (*clerk*) à attaché-case non seulement parvient à ne pas s'étonner de croiser un renonçant errant, un *saddhu* couvert de cendres dans les rues de Bombay ou de Madras, mais encore et surtout le même employé ou ingénieur à attaché-case peut parfaitement se lever le matin, faire ses ablutions et se livrer à son rituel privé d'adoration de sa divinité d'élection (*pûjâ*), puis endossant son identité occidentalisée, travailler dans sa société informatique, puis une fois rentré chez lui le soir, réendosser, avec ses vêtements traditionnels, son identité traditionnelle et réitérer de nouveau son petit rituel religieux devant l'image consacrée de son dieu, sans que cela lui pose un quelconque problème identitaire, tout comme les Japonais, jusqu'à une date récente, s'habillaient dans la journée en *businessmen* américains, mais de retour chez eux enfilaient le *kimono*. Tel est ce potentiel d'accommodement que, lorsque le contexte évolue, change aussi la stratégie des acteurs. C'est à la lumière de ces éléments qu'il convient de discuter la thèse de Benjamin Barber dans son livre *Djihad versus Mac World*. Selon Benjamin Barber, plus progresse la modernité technicienne et plus l'individu solitaire, menacé par les soubresauts du marché mondial, cherche refuge dans ses racines ou dans sa foi, à la faveur d'un repli ou d'une crispation identitaire, ce qui passerait par une surdétermination des racines, un attachement fantasmagorique à la pureté des origines. L'originalité de la thèse de Benjamin Barber fut d'affirmer que les deux évolutions entretiennent une relation dialectique, dans la mesure où ce sont les deux faces de la modernité. En dissolvant les appartenances traditionnelles, en délégitimant les États-nations, en jetant l'homme mondial dans un maelström d'images, d'informations, de ruptures et de crises, la modernité technicienne brouille toutes les valeurs, défait tous les cadres, supprime toutes les références. En sorte qu'elle fait le lit du Djihad, ce terrifiant cocon des identités. Tels sont les attendus de cette thèse.

La thèse de Benjamin Barber s'avère peut-être vraie, du moins jusqu'à un certain point, dans le cas du monde arabo-musulman, tant il est vrai que le monde arabo-musulman, confronté à la modernité occidentale, trouve trop souvent à ressasser et remâcher de manière pathétique son impuissance et sa stagnation ; pris entre son refus et son envie de l'Occident, le monde arabo-musulman est menacé de devenir la proie d'une sorte de schizophrénie collective et, s'étant inventé des boucs émissaires, il n'a dès lors d'autre issue que de sombrer dans une sorte de paranoïa collective et de lancer à l'Occident le cri d'un autre âge, la colère d'une autre culture, ce qui produit, en de certains pays et circonstances, une fièvre récurrente – l'intégrisme – dont la violence est ravageuse et contagieuse.

Mais, s'agissant de l'Inde, le défaut de cette thèse est de sous-estimer ou de nier cette complexité des référents identitaires et leur mobilité dès lors qu'à la faveur de leur jeu souple les constructions identitaires y sont en perpétuel mouvement, en perpétuel glissement. Telle est la raison majeure pour laquelle le monde indien, confronté au défi de la modernisation, ne nous semble pas devoir verser durablement dans une sorte de réaction national-chauvine qui réenfermerait chacun dans une identité unique, contrainte par une autorité supérieure. De nos jours, les débats font rage au sujet de la construction des identités en Inde parmi les intellectuels indiens. Ces débats témoignent du fait que l'Inde s'interroge sur son identité et sur la façon de redéfinir la nation, à la faveur d'un travail sur soi nourri de sa propre histoire, précoloniale, coloniale et post-coloniale. Mais il faut préciser que la majorité des intellectuels indiens (Sudhir Kakar, Ashis Nandy, Gyanendra Pandey, Partha Chatterjee, etc.) récuse le dogme nationaliste hindou essentialiste et prennent leur distance par rapport à cette thématique de l'*hindutva* et à la radicalisation qu'elle induit. Si certaines couches de la population versent dans une crispation identitaire, on se tromperait lourdement en croyant que l'ensemble du monde indien verse dans un repli identitaire généralisé. Car, dans l'ensemble, c'est plutôt en absorbant les apports de l'extérieur et en élaborant une nouvelle synthèse qui lui est propre que l'Inde, sans perdre de son individualité, fait face, d'une manière non dramatique et somme toute assez heureuse, au défi de la mondialisation. Au reste, depuis un certain temps, les partis nationalistes hindous au pouvoir ont subi une série de défaites : le bilan de l'action gouvernementale du BJP est contesté, au vu de revers électoraux dans des scrutins régionaux (quand bien même le jeu de la politique politicienne en Inde serait souvent peu ragoûtant, étant donné le jeu opportuniste des alliances entre partis, jeu lui-même compliqué du fait des stratégies des diverses castes). Quoi qu'il en soit, l'exemple de l'Inde montre ce que peut avoir d'exagérée la crainte de l'universalisation culturelle. C'est dire que la singularité indienne nous permet de mesurer que l'alternative n'est pas entre, d'une part, l'universalisme par uniformisation et homogénéisation au mépris de la diversité des cultures et, d'autre part, le relativisme des singularités culturelles, dès lors que le libre-échange dans ce domaine influence et nourrit l'originalité de chaque pays, sans que ce dernier perde irrémédiablement de son individualité.



En définitive, bien loin d'être un pays figé dans le temps, voué à la misère et à l'instabilité politique, l'Inde contemporaine est un continent qui change, mais à son rythme, et qui fait face d'une manière relativement harmonieuse au défi de la mondialisation, sans que la mondialisation y soit vécue de manière dramatique. Au total, dans l'actuel processus de la mondialisation, l'Inde réussit relativement bien à tirer son épingle du jeu. Nos observations et réflexions personnelles rejoignent sur bien des points, dans leurs conclusions, celles de Guy Sorman dans son essai précité et elles souscrivent au même optimisme raisonnable.

En dépit de quelques poussées récurrentes de violences intercommunautaires sur lesquelles les médias occidentaux se focalisent à l'excès, alors qu'elles demeurent heureusement assez rares et marginales à l'échelle du sous-continent indien, et en dépit de

tendances centrifuges non moins récurrentes mais qui n'ont jamais réussi à provoquer l'éclatement de l'Union indienne, l'Inde, de par son attachement aux traditions conjugué avec sa prodigieuse capacité d'adaptation, n'a de cesse de déjouer les sombres pronostics régulièrement émis à son endroit lors même que, bénéficiant d'une réelle croissance économique, elle voit son niveau de vie s'élever lentement et sûrement – par où se vérifie la thèse dite de « l'effet de percolateur » suivant laquelle les effets d'une croissance vertueuse filtrent jusqu'aux strates les plus basses de la société, ce dont doute Guy Sorman¹³, mais sur ce point également nous ne sommes pas d'accord avec lui –, qu'une classe moyenne équivalant au double de la population française est anxieuse de prendre le train en marche de la mondialisation et qu'une amorce de mobilité sociale commence à y ébranler la rigidité du système des castes. Parce qu'elle reste une terre de contrastes où des secteurs marqués au sceau de la modernité la plus créatrice coexistent avec la persistance, à l'état résiduel, d'un terrible dénuement (mais qui trouve souvent à s'accompagner d'un formidable élan vital) (60 millions d'individus vivent encore dans des taudis – *slums* – au milieu d'une urbanisation anarchique), l'Inde, géant du xx^e siècle, s'intègre sans doute encore davantage au cercle des pays moins avancés qu'à celui des économies émergentes. Mais l'Inde est aussi une démocratie, sans doute imparfaite mais vigoureuse (et certes, il y aurait beaucoup à dire sur le slogan chauvin, à usage principalement interne, de « l'Inde, la plus grande démocratie du monde », slogan que répètent à l'envi les journalistes occidentaux, trop enclins à le prendre à la lettre !), avec une presse dynamique, des partis politiques (certes assez gangrenés par la corruption, il est vrai), des syndicats, un monde associatif imaginaire. C'est enfin une puissance dotée de l'arme nucléaire et qui entend s'affirmer au plan régional en se dotant d'une puissance militaire à la hauteur de ses ambitions.

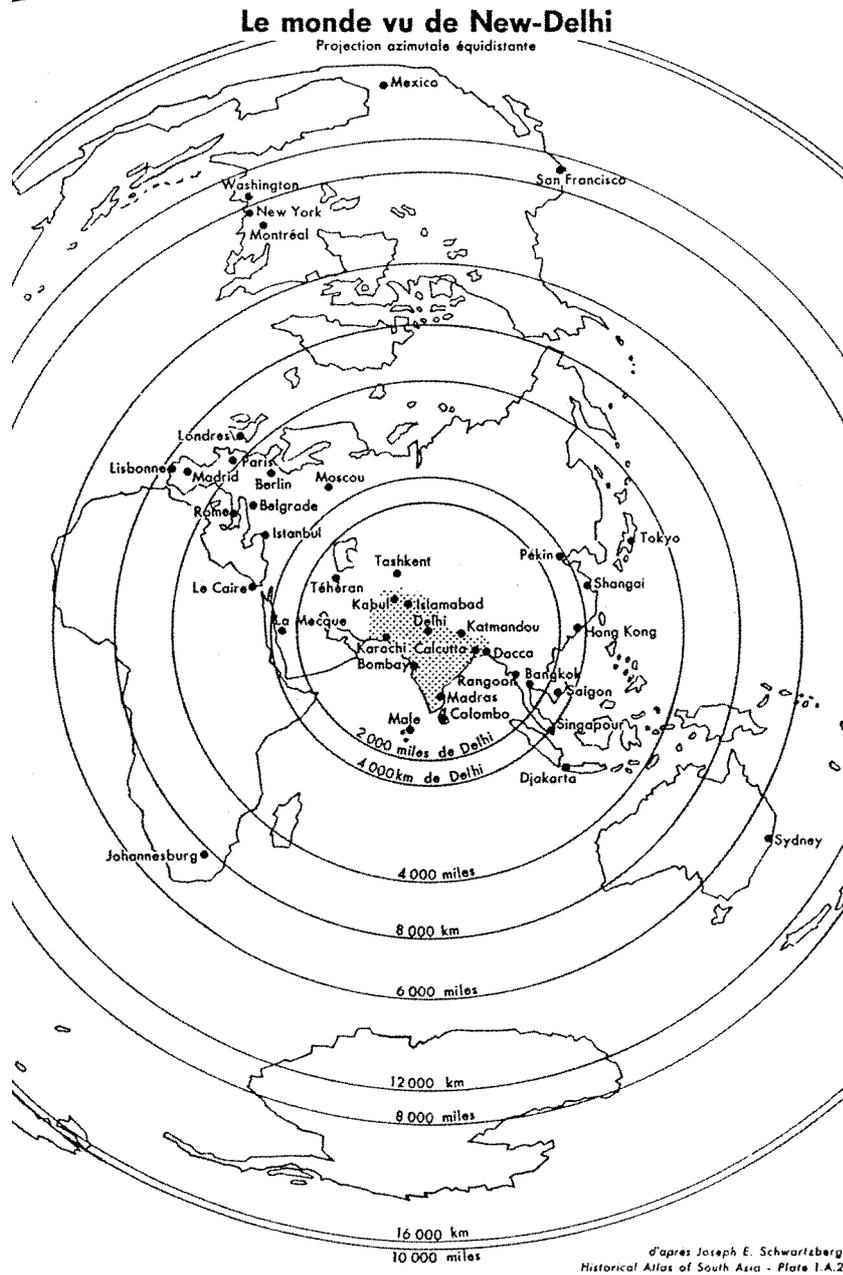
Le cas de l'Inde nous semble de nature à relativiser, sinon à infirmer, la thèse de Huntington prédisant que les conflits du futur éclateront dans les lignes de fracture entre les civilisations. Selon Huntington, à l'hégémonie s'accomplissant par des moyens techno-économiques sont opposées la force des civilisations ravivées, la recherche d'une expansion concurrente animée par des conceptions différentes de l'accès à l'universel. En sorte que la vigueur nouvelle des civilisations autres pourrait peser davantage que la puissance supérieure d'un Occident n'ayant pas su remédier à ses défaillances civilisationnelles. La thèse de Huntington sur le « choc des civilisations » peut certes s'avérer jusqu'à un certain point juste dans le cas du monde arabo-musulman. Nous laisserons aux spécialistes du monde arabo-musulman le soin d'apprécier le degré de justesse de la thèse de Huntington. Mais si la thèse peut s'avérer éventuellement juste dans le cas de la ligne de fracture entre, d'une part, le monde occidental et les sociétés islamistes et, de l'autre, entre le monde occidental et la Chine, il est en revanche très peu probable que l'Inde excipe de la singularité de sa civilisation et de son système de valeurs pour se dresser, au travers du fondamentalisme et de l'intégrisme, face au monde occidental : il est peu probable que le monde indien verse un jour dans un intégrisme brûlant, nourri de frustrations et dévoré de ressentiment, qui cracherait sa haine à la face de l'Occident. Autant la thèse de Huntington recèle une part de vérité dans le cas des rapports entre le monde arabo-musulman et le monde occidental ou bien dans le cas des rapports entre le

¹³ G. Sorman, *Ibid.*, p. 148-150.

monde chinois et le monde occidental, autant elle nous semble inopérante dans le cas des rapports entre le monde indien et le monde occidental.

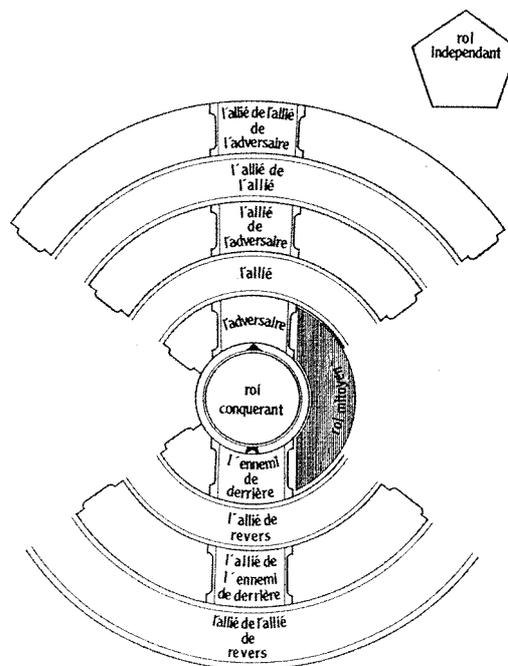
S'agissant enfin de la question de savoir si l'Inde, devenue une puissance régionale qui entend être pleinement à la hauteur de ses ambitions en matière de sécurité régionale, est ou non inexorablement destinée à s'engager dans une logique impérialiste, il est également tout aussi improbable qu'elle développe un impérialisme étayé sur l'originalité de sa civilisation et qui aurait vocation à se retourner contre le monde occidental ou encore contre la Chine (s'il est vrai que, selon les projections démographiques de l'ONU, c'est vers 2020 que la population indienne, qui croît de 1,3 % par an, égalera, avec 1,26 milliard, celle de la Chine, de sorte que c'est vers 2030 que la population indienne devrait dépasser celle de la Chine). Il est encore très peu probable que se développe un impérialisme étayé sur une large et puissante solidarité des civilisations dites « asiatiques » de l'Inde et de la Chine se retournant contre le monde occidental (on ne dira jamais assez que le monde indien et le monde chinois diffèrent en tous points, et que leur différence culturelle même interdit toute soi-disante « solidarité asiatique » entre eux). Il semble enfin peu probable que l'Inde devienne une superpuissance qui cède, dans le futur, à une logique impérialiste à la faveur de laquelle elle entendrait peser de tout son poids sur les relations internationales. Pour des raisons qui tiennent à la manière dont l'Inde traditionnellement perçoit le monde et conçoit le jeu des relations internationales (la fameuse théorie du « cercle des États » de Kautilya dans l'*Arthashastra* continue d'inspirer la perception indienne du monde et sa conception des relations internationales, ainsi que l'a démontré naguère Jean-Alphonse Bernard ¹⁴) – raisons dans l'examen desquelles nous ne pouvons entrer ici –, son destin futur à cet égard nous semble, en tout cas, devoir être assez différent de celui de l'énorme et orgueilleuse Chine, qui ne se conçoit que comme centre du monde, empire du Milieu. On dit souvent que, du point de vue historique, la Chine n'a jamais débordé de ses frontières, les frontières de la Chine s'étant construites selon une logique de sécurité contre les envahisseurs étrangers (les Turco-Mongols notamment), mais il nous semble qu'il ne faut pas trop souscrire à ce genre de discours et que la Chine, dès qu'elle sera véritablement et pleinement en mesure de le faire, ne pourra pas ne pas vouloir peser de tout son énorme poids sur les relations internationales et la destinée du monde, ne serait-ce qu'en raison du poids et de la puissance économique de la diaspora chinoise (laquelle est d'ailleurs beaucoup mieux organisée que la diaspora indienne). Les destinées de l'Inde et de la Chine au plan international nous semblent donc devoir différer sensiblement dans un lointain futur.

¹⁴ Jean-Alphonse Bernard, *L'Inde. Le Pouvoir et la Puissance*, Fayard, 1985.



Extrait de Jean-Alphonse Bernard, *L'Inde. Le pouvoir et la puissance*, Fayard, 1985, p. 187.

GÉOMÉTRIE DU GRAND CERCLE



Le cercle des Rois, d'après l'Arthashastra.

Extrait de Jean-Alphonse Bernard, *L'Inde. Le pouvoir et la puissance*, Fayard, 1985, p. 285.

Université de Paris-Sorbonne (Paris IV)
1 rue Victor Cousin
75230 Paris Cedex 05